

PSU : CINQUANTE ANS PLUS TARD ...

Atelier « de la guerre d'Algérie aux syndicats de soldats » *11 avril 2010*

Trois temps de réflexion et textes préparatoires ci-après :

- 1 - guerre d'Algérie
 - 1.1 manifeste des 121
 - 1.2 analyse de Gilles Martinet
 - 1.3 article de Laurent Schwartz
- 2 - la gauche et la dissuasion nucléaire (Alain Joxe)
- 3 - Information pour les droits du soldat: une histoire syndicale

1 - Guerre d'Algérie

1.1 Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie (le "manifeste des 121")

Un mouvement très important se développe en France, et il est nécessaire que l'opinion française et internationale en soit mieux informée, au moment où le nouveau tournant de la guerre d'Algérie doit nous conduire à voir, non à oublier, la profondeur de la crise qui s'est ouverte il y a six ans.

De plus en plus nombreux, des Français sont poursuivis, emprisonnés, condamnés, pour

s'être refusés à participer à cette guerre ou pour être venus en aide aux combattants algériens. Dénaturées par leurs adversaires, mais aussi édulcorées par ceux-là mêmes qui auraient le devoir de les défendre, leurs raisons restent généralement incomprises. 11 est pourtant insuffisant de dire que cette résistance aux pouvoirs publics est respectable. Protestation d'hommes atteints dans leur honneur et dans la juste idée qu'ils se font de la vérité, elle a une signification qui dépasse les circonstances dans lesquelles elle s'est affirmée et qu'il importe de ressaisir, quelle que soit l'issue des événements.

Pour les Algériens, la lutte, poursuivie, soit par des moyens militaires, soit par des moyens diplomatiques, ne comporte aucune équivoque. C'est une guerre d'indépendance nationale. Mais, pour les Français, quelle en est la nature? Ce n'est pas une guerre étrangère. Jamais le territoire de la France n'a été menacé. Il y a plus: elle est menée contre des hommes que l'État affecte de considérer comme français, mais qui, eux, luttent précisément pour cesser de l'être. Il ne suffirait même pas de dire qu'il s'agit d'une guerre de conquête, guerre impérialiste, accompagnée par surcroît de racisme. Il y a de cela dans toute guerre, et l'équivoque persiste.

En fait, par une décision qui constituait un abus fondamental, l'État a d'abord mobilisé des classes entières de citoyens à seule fin d'accomplir ce qu'il désignait lui-même comme une besogne de police contre une population opprimée, laquelle ne s'est révoltée que par un souci de dignité élémentaire, puisqu'elle exige d'être enfin reconnue comme communauté indépendante.

Ni guerre de conquête, ni guerre de « défense nationale», ni guerre civile, la guerre d'Algérie est peu à peu devenue une action propre à l'armée et à une caste qui refusent de céder devant un soulèvement dont même le pouvoir civil, se rendant compte de l'effondrement général des empires coloniaux, semble prêt à reconnaître le sens.

C'est, aujourd'hui, principalement la volonté de l'armée qui entretient ce combat criminel et absurde, et cette armée, par le rôle politique que plusieurs de ses hauts représentants lui font jouer, agissant parfois ouvertement et violemment en dehors de toute légalité, trahissant les fins que l'ensemble du pays lui confie, compromet et risque de pervertir la nation même, en forçant les citoyens sous ses ordres à se faire les complices d'une action factieuse et avilissante. Faut-il rappeler que, quinze ans après la destruction de l'ordre hitlérien, le militarisme français, par suite des exigences d'une telle guerre, est parvenu à restaurer la torture et à en faire à nouveau comme une institution en Europe?

C'est dans ces conditions que beaucoup de Français en sont venus à remettre en cause le sens de valeurs et d'obligations traditionnelles. Qu'est-ce que le civisme, lorsque, dans certaines circonstances, il devient soumission honteuse? N'y a-t-il pas des cas où le refus est un devoir sacré, où la « trahison» signifie le respect courageux du vrai? Et lorsque, par la volonté de ceux qui l'utilisent comme instrument de domination raciste ou idéologique, l'armée s'affirme en état de révolte ouverte ou latente contre les institutions démocratiques, la révolte contre l'armée ne prend elle pas un sens nouveau?

Le cas de conscience s'est trouvé posé dès le début de la guerre. Celle-ci se prolongeant, il est normal que ce cas de conscience se soit résolu concrètement par des actes toujours

plus nombreux d'insoumission, de désertion, aussi bien que de protection et d'aide aux combattants algériens. Mouvements libres qui se sont développés en marge de tous les partis officiels, sans leur aide et, à la fin, malgré leur désaveu. Encore une fois, en dehors des cadres et des mots d'ordre préétablis, une résistance est née, par une prise de conscience spontanée, cherchant et inventant des formes d'action et des moyens de lutte en rapport avec une situation nouvelle dont les groupements politiques et les journaux d'opinion se sont entendus, soit par inertie ou timidité doctrinale, soit par préjugés nationalistes ou moraux, à ne pas reconnaître le sens et les exigences véritables.

Les soussignés, considérant que chacun doit se prononcer sur des actes qu'il est désormais impossible de présenter comme des faits divers de l'aventure individuelle, considérant qu'eux mêmes, à leur place et selon leurs moyens, ont le devoir d'intervenir, non pas pour donner des conseils aux hommes qui ont à se décider personnellement face à des problèmes aussi graves, mais pour demander à ceux qui les jugent de ne pas se laisser prendre à l'équivoque des mots et des valeurs, déclarent:

- Nous respectons et jugeons justifié le refus de prendre les armes contre le peuple algérien.

- Nous respectons et jugeons justifiée la conduite des Français qui estiment de leur devoir d'apporter aide et protection aux Algériens opprimés au nom du peuple français.

-La cause du peuple algérien, qui contribue de façon décisive à ruiner le système colonial, est la cause de tous les hommes libres.

Les signataires:

Arthur Adamov, Robert Antelme, Georges Auclair; Jean BABY, Hélène BALFET; Marc BARBUT, Robert BARRA T, Simone de BEAUVOIR, Jean-Louis BÉDOUIN, Marc BEGBEIDER; Robert BENAYOUN, **Maurice Blanchot;** Roger BLIN, Arsène BONNAFOUS-MURAT, Geneviève BONNEFOI, Raymond BORDE; Jean-Louis BORY; Jacques-Laurent BOST, Pierre BOULEZ, Vincent BOUNOURE, André BRETON, Guy CABANEL, **Georges Condominas;** Alain CUNY; Jean CZARNECKI, Dr Jean DALSACE; Hubert DAMISCH; Adrien DAX; Bernard DORT, Jean DOUASSOT, Simone DREYFUS, **Marguerite Duras,** Yves ELLÉOUET, Dominique ELUARD, Charles ESTIENNE, **Louis-René des Forêts,** Dr Théodore FRAENKEL, André FRÉNAUD, Jacques GERNET ; **Edouard Glissant;** Anne GUÉRIN, Daniel GUÉRIN; Jacques HOWLETT; Edouard JAGUER, Pierre JAOUEN, Gérard JARLOT, Robert JAULIN, Alain JOUBERT, Henri KRÉA, Robert LAGARDE, Monique LANGE, Claude LANZMANN, Robert LAPOUJADE, Henri LEFEBVRE, Gérard LEGRAND, **Michel Leiris,** Paul LÉVY, Jérôme LINDON, Eric LOSFELD, Robert LOUZON, Olivier de MAGNY, Florence MALRAUX, André MANDOUZE, **Maud Mannoni;** Jean MARTIN, Renée MARCEL-MARTINET, Jean-Daniel MARTINET, Andrée MARTY-CAPGRAS, **Dionys Mascolo;** François MASPERO, André MASSON, Pierre de MASSOT, Jean-Jacques MA YOUX,

Jehan MA YOUNG, **Théodore Monod**, Marie MOSCOVICI, Georges MOUNIN, **Maurice Nadeau**, Georges NAVEL, Claude OLLIER; Hélène PARMELIN, Marcel PÉJU, José PIERRE, André PIEYRE de MANDIARGUES, Edouard PIGNON, Bernard PINGAUD ; **Maurice PONS**; J.-B.PONTALIS, Jean POUILLON, Denise RENÉ; **Alain Resnais**; Jean-François REVEL, Alain ROBBE-GRILLET, Christiane ROCHEFORT, Jacques-François ROLLAND, Alfred ROSMER, Gilbert ROUGET, Claude Roy, **Marc Saint-Saëns**, Nathalie SARRAUTE, **Jean-Paul Sartre**, Renée SAUREL, Claude SAUTET, Jean SCHUSTER, Robert SCIPION, Louis SEGUIN, Geneviève SERREAU, Simone SIGNORET, Jean-Claude SILBERMANN, **Claude Simon**, SINE, René de SOLIER, D. de la SOUCHERE, Jean THIERCELIN, Dr René TZANCK, **Vercors**, Jean Pierre VERNANT, **Pierre Vidal-Naquet**, J.-P. VIELFAURE, Claude VISEUX, **Ylpe**, René ZAZZO.

1.2 - Gilles Martinet

« L'esprit d'insoumission » Jean-Marc Turine,

émission du 5 avril 1993 - « Par Oui-dire » de la radio belge RTBF en 3 parties d'environ 50 mn chacune - consacrée au groupe de la rue Saint Benoît, cercle parisien qui regroupait, autour du couple Marguerite Duras - Robert Antelme, des intellectuels qui, depuis la résistance jusqu'aux années soixante, a essayé d'intervenir dans la chose publique pour manifester leur opposition à ce que le cours des choses avait d'inacceptable à leurs yeux.

La dernière émission de la troisième partie transcrite par Taos Aït Si Slimane (initialement publié sur le blog Tinhinane, le dimanche 11 juin 2006 à 22h 16), évoque la Déclaration sur le droit à l'insoumission dans la guerre d'Algérie.

Dans la partie transcrite, ci-dessous, Jean-Marc Turine donne accès à un trésor d'archives avec les voix de Duras, Dyonis Mascolo (attaché à la Direction Littéraire des Éditions Gallimard), Edgard Morin (sociologue et écrivain, chercheur au CNRS), Claude Roy (écrivain), Maurice Nadeau (éditeur, directeur des Lettres Nouvelles), **Gilles Martinet** (ancien directeur de *France-Observateur*), Gérard Legrand journaliste, membre du groupe surréaliste), Jean Pouillon (ethnologue, secrétaire de la revue *Les Temps modernes*), Jean-Pierre Vernant (helléniste, professeur au Collège de France), Marguerite Duras (écrivain et cinéaste), Hélène Parmelin journaliste et romancière), Jean-Toussaint Desanti (philosophe et écrivain).

Gilles Martinet :

J'ai, à l'époque, une situation très particulière. Je suis le rédacteur en chef, puis le directeur de France-Observateur et je suis l'un des principaux dirigeants du PSU . Alors, j'ai des problèmes complexes, notamment en ce qui concerne le PSU et notamment en ce qui concerne l'attitude à l'égard des « porteurs de valises ». Parce que d'un côté je comprends tout à fait qu'un certain nombre de camarades aident directement le FLN et d'un autre côté je ne veux pas que le PSU en tant que parti politique soit lié à cette action de solidarité.

Pour toute une série de raisons: Parce que nous voulons coller, coller, plus exactement nous voulons influencer une partie de l'opinion pour qui le phénomène aussi bien « des 121 » que des « porteurs de valises » est un phénomène marginal. Nous voulons influencer plus loin. Nous avons le problème des Français d'Algérie que nous voulons, aussi, d'une certaine manière, influencer. Et, nous voulons, donc, porter l'affaire sur le terrain des grandes manifestations,... Et, donc, je ne suis pas dans le groupe « des 121 » même si beaucoup de mes amis y sont. Je ne suis pas dans le groupe «des 121» et je n'encourage pas, au sein du PSU, les « porteurs de valises ». Et.s'était une époque où nous avions avec des gens comme Badiou, comme d'autres, au sein du PSU, la théorie, que représentait aussi Jeanson, que c'est le socialisme algérien qui donnerait des leçons au socialisme français. Il y avait toute cette histoire-là qu'alors moi qui connaissais bien le FLN, qui allait très souvent à Tunis voir les gens du gouvernement algérien, considérais comme une aberration. Pour moi, c'était un transfert psychologique. On ne peut pas faire la révolution en France, alors on la fait par personnes interposées et on prête à la Wilaya 1 ou à la Wilaya II des idées qui sont ses propres idées. Ça, c'est un grand phénomène que nous retrouverons à propos des Palestiniens, à propos des Vietnamiens, à propos des Chinois, n'est-ce pas? Des intellectuels révolutionnaires sans révolution, sans situation révolutionnaire, opèrent ce transfert, cet exotisme politique, disons, sur les autres.

Il y a, là, toute une agitation qui ne mène strictement nulle part, qui crée des illusions dont les camarades reviendront une fois la libération accomplie, ce qu'est réellement un mouvement de libération nationale dans les pays du Tiers-Monde.

1.3 - Au nom de la morale et de la vérité (Laurent Schwartz) **(Le monde diplomatique - septembre 2000)**

Si mon nom ne figure pas parmi les premiers signataires de l'appel des 121, c'est que je me trouvais alors aux Etats-Unis. J'ai pris connaissance de cette initiative dans la presse américaine, et j'ai immédiatement envoyé, par télégramme, mon adhésion. Membre, parmi les premiers, du Comité Maurice Audin, je me battais alors pour qu'éclate la vérité sur la mort, en pleine séance de torture, de ce jeune étudiant communiste d'Alger, qui m'avait demandé d'être rapporteur dans le jury de sa thèse de mathématiques - le lieutenant Charbonnier, qui l'étrangla, finit d'ailleurs sa carrière militaire comme colonel dans l'armée, et devint même commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur !

Cette parenthèse n'en est pas une. Car la question de la torture figure certainement au premier plan des motivations qui amenèrent un certain nombre d'intellectuels à affirmer le droit des jeunes Français à l'insoumission. Pour nous, ce qui se passait dans les centres de la villa Sésini, d'El Biar et d'Améziane nous indignait.

D'autant que les parachutistes généralisaient la « question » - pour reprendre le titre du livre d'Henri Alleg - non seulement contre les militants de l'indépendance, mais aussi

contre des centaines de milliers d'Algériens, y compris quelques Européens «traîtres». Bref, des Français utilisaient des méthodes semblables à celles de l'occupant nazi, et cela à peine quinze ans après la fin de la seconde guerre mondiale. Voilà qui avait de quoi révolter des intellectuels soucieux de justice.

A l'époque, si les étudiants commençaient à se mobiliser massivement pour la paix en Algérie, peu nombreux étaient encore ceux qui refusaient d'y faire leur service militaire. Mais leur exemple commençait à faire tache d'huile. Et nous avions peur que cette « insoumission », assimilée à une « désertion », donc mal comprise de la grande masse des Français, leur fasse courir de graves dangers. L'appel des 121 avait aussi pour but de les protéger: les signataires n'appelaient pas les jeunes à refuser de partir, mais soulignaient qu'ils en avaient moralement le droit. Ce faisant, nous espérions les prémunir contre la répression.

En fait, celle-ci s'abattit sur les signataires de l'appel. Nombre d'universitaires, et plus généralement de fonctionnaires, furent révoqués, comme Pierre Vidal-Naquet, suspendu de toutes ses fonctions universitaires. Aux sanctions de l'Etat s'ajoutèrent les menaces, voire les violences des groupes proches de l'Organisation armée secrète (OAS). Moi-même, je fus révoqué de mes fonctions de professeur à l'Ecole polytechnique, mais aussi averti, par des élèves de l'Ecole, qu'une tentative d'assassinat se préparait contre moi. Et des hommes de main de l'extrême droite enlevèrent mon fils, Marc-André, qui ne se remit d'ailleurs jamais complètement des nuits passées dans la forêt glaciale, sous la menace d'un revolver.

Reste l'extraordinaire impact de l'appel des 121. Sa publication, le 5 septembre 1960, le jour de l'ouverture du procès de Francis Jeanson, la manière brutale dont le pouvoir réagit, les protestations que ces réactions suscitérent à leur tour firent bouger en profondeur l'opinion publique. Jusque-là, l'opposition à la guerre et, plus encore, le soutien à la revendication de l'indépendance pour l'Algérie demeuraient minoritaires. Le mouvement créé par les 121 va, progressivement, leur donner un caractère de masse. Si le massacre de la manifestation algérienne du 17 octobre 1961, il est vrai soigneusement dissimulé par la presse, n'entraîne pas de grandes protestations, la répression brutale de celle du métro Charonne, le 8 février 1962, fera descendre un demi-million de Parisien~ dans les rues.

Cette mobilisation croissante a sans doute pesé sur le général de Gaulle et explique, pour une part, son évolution: le référendum qu'il organise sur l'autodétermination en janvier 1961, puis sa résistance au putsch des « généraux félons » d'avril 1961, enfin sa tournée en Algérie et l'ultime référendum d'avril 1962, qui entérine l'indépendance pour laquelle des centaines de milliers d'Algériens ont sacrifié leur vie. A cette victoire, les 121 et, plus généralement, les intellectuels qui se sont battus contre cette « sale guerre » ont apporté leur contribution.

Certains l'ont fait au nom d'un engagement politique anti-impérialiste et anticolonialiste - dans ma jeunesse, je fus moi-même trotskiste. D'autres, comme Raymond Aron (mais celui-ci n'était pas signataire du manifeste), par peur de la « menace démographique »

algérienne. Mais tous ont agi, ensemble, au nom de la morale.

En fait, parmi nos adversaires, beaucoup luttèrent aussi en croyant défendre le droit. L'Algérie était une colonie de peuplement. Les pieds-noirs (10 % de la population) étaient des enfants de familles installées depuis plusieurs générations, heureux de vivre dans un beau pays et dans l'inconscience de leurs privilèges. Et chacun, pouvant voir des atrocités de l'autre côté, s'est cru dans son droit. Situation typique de guerre civile. Mais les deux côtés ne sont pas égaux dans une telle guerre. Aujourd'hui, avec le recul, personne de sérieux ne pourrait imaginer une Algérie de trois départements français.

Ceux qui combattaient pour l'indépendance défendaient donc la seule cause politiquement valable. Les récentes réponses au *Monde* des deux grands organisateurs de la torture, cet été, à propos des sévices abominables infligés pendant des mois, en 1957, à Mme Louissette Ighilahriz sont édifiantes: Bigeard nie tout, alors que ses méfaits sont connus, mais Massu reconnaît ce qui s'est passé, et dit qu'il en est triste pour les Algériens parce qu'on aurait pu l'éviter (1) ! Cet aveu devrait être source de nouvelles réflexions utiles.

Laurent SCHWARTZ

2 - La gauche et la dissuasion nucléaire (Alain Joxe)

Je ne compte pas tant parler du Chili que de la stratégie nucléaire et des raisons de regarder de près les positions PSU sur la stratégie dite de dissuasion populaire. L'analyse du coup d'état chilien "possible" décrit dans mon petit livre (en espagnol de 1970, et réalisé en 1973) m'a servi de base sans doute à une description de la militarisation générale de l'hégémonie de la bourgeoisie transnationale pensée d'avance. Au PSU, on décrivait la globalisation financière à l'époque comme une généralisation des firmes multinationales. La complicité éventuelle des classes moyennes consommatrices latino-américaines préfigurait la dénationalisation des pyramides de classes moyennes hautes sous la globalisation: une latino-américainisation des bourgeoisies nationales évitée par le gaullisme repoussant la "France Algérienne" de l'OAS.

La stratégie nucléaire française et le reste du gaullisme servait déjà plutôt de masque que de frein à la "trahison" de la bourgeoisie trans (Giscardienne) à l'égard des "classes appui" (paysannes, PME nationales et petite bourgeoisie fonctionnarisée d'esprit service public) qui croyait défendre l'hexagone en organisant sa sanctuarisation nucléaire.

Le ralliement du PS à la stratégie nucléaire était considéré comme une "facilité tactique et un conformisme militaire" facilitant la montée d'une bourgeoisie transnationale. La critique à l'époque se fondait sur le fait que dans le maintien du service national il s'agissait de mettre entre les mains du contingent certains armements défensifs (anti-char et anti-aérien) symboliques de la modernité électronique non nucléaire, de telle sorte que l'éventualité d'un coup d'état militaire soit exclus. Il y avait nécessité "d'impulser une nouvelle stratégie de mobilisation et de dissuasion populaire capable de faire face aux véritables menaces qui tomberaient sur une France engagée dans la transition socialiste" (cf. Alain JOXE, "la Gauche et la dissuasion nucléaire", Tribune Socialiste, 11-17/11/1976)

On est loin de ces considérations actuellement et cependant elles pourraient, "modernisées", inspirer quelques critiques du système actuel de mixage des missions militaires et policières prévues par le livre blanc sur la sécurité et la Défense.

3 - Soldats : histoire syndicale (introduction de la brochure d'IDS)

L'arme de tous les soldats

Il est presque naturel aujourd'hui de décréter à la seule lecture de la presse, que le mouvement des soldats est au plus mal. Il est vrai que ses manifestations sont moins spectaculaires que dans les années passées. La situation politique ouverte par l'échec électoral du mouvement ouvrier n'y est certainement pas pour rien. Mais les causes de la révolte des soldats sont toujours présentes et, si la lutte est plus difficile et moins perceptible pour l'observateur « civil », elle n'en continue pas moins. Et beaucoup plus en profondeur.

Pour déjouer la répression, le mouvement des soldats a appris à apparaître là où on l'attend le moins. La clandestinité qui lui a été imposée ne l'a pas empêché dans les sept dernières années, de progresser et de passer de la propagande à l'action syndicale. Le syndicalisme est l'arme de tous les soldats, c'est la leçon des années 1970. Cette brochure veut permettre aux syndicalistes aux armées de se forger une mémoire collective, un outil pour les luttes à venir. Elle veut permettre aux « civils » de faire connaissance avec ce combat ingrat dont les enjeux dépassent de loin la simple amélioration « corporatiste » du sort des soldats. Les soldats français (appelés et engagés) sont en marge des grands débats politiques dont l'accès leur est interdit. Règlement et vie quotidienne leur interdisent d'y participer et pourtant les considèrent comme le recours ultime pour la préservation des privilèges d'une minorité. Cette situation n'est pas sans laisser peser la menace d'une instruction brutale de la force militaire dans une vie démocratique. Il

importe donc que soldats et civils connaissent en même temps tous les enjeux de la partie en cours et qu'ils la jouent ensemble, comme partenaires. Les soldats ont toujours été maintenus dans la sujétion la plus stricte. Aussi la lutte pour briser l'arbitraire dont ils sont les victimes remonte loin dans l'histoire. Privés des droits les plus élémentaires, coupés de leurs milieux d'origine, on a voulu en faire des instruments dociles dont on a toutes les chances qu'ils « servent » aveuglément, sans discuter. C'est évidemment l'idéal pour réprimer un mouvement populaire, mener une guerre coloniale, quadriller un territoire et faire de la population un ennemi potentiel. Pour le pouvoir en place, il ne peut être autrement; les soldats doivent être privés du moindre droit, soumis à un rythme de vie éreintant et absurde, ils doivent être désinsérés socialement et culturellement, une hiérarchie tatillonne doit les diviser entre eux, le fossé entre l'armée et la population civile doit être le plus large possible.

La Grande Muette n'a pas usurpé son nom, mais il est de petites phrases qui valent de grands discours: « la discipline est la force principale de l'armée », « réfléchir, c'est déjà commencer à désobéir »... Et quand on sait que l'ancien ministre Gallet déclarait à qui voulait l'entendre que « l'armée est le dernier rempart de la société libérale », il n'y a plus lieu de s'interroger sur les projets du pouvoir que l'ex-secrétaire d'État à la Défense, André Fanton, précisait en affirmant que « la défense opérationnelle du territoire est aujourd'hui organisée pour éviter tout retour aux événements qui ébranlèrent la Nation en Mai 68 ».

La Grande Muette parle peu mais elle parle clair !

La défense des libertés suppose des soldats libres, conscients, informés, organisés, des soldats citoyens. La véritable discipline d'une armée, sa cohérence repose non pas sur la contrainte et l'obéissance aveugle, mais sur le consensus, l'adhésion libre et volontaire à la défense d'une communauté d'hommes à laquelle chacun appartient. Quand on forge un outil pour des missions inavouables ou, disons le tout net, pour se préparer à enrayer par la force des armes les aspirations populaires, on comprend qu'alors on a besoin d'une armée docile, soumise, muette, encasernée.

Pour en arriver là, les dirigeants de ce pays, sans pour l'instant remettre en cause la conscription, ont tout fait depuis des décennies pour briser les derniers fils qui pourraient nous lier à la tradition militaire des premières années de la République. Les armées qui ont balayé la féodalité et les mercenaires des princes n'ont rien à voir avec les armées françaises telles qu'elles sont organisées aujourd'hui ou telles qu'elles l'étaient hier. Les traditions dont se réclament nos dirigeants militaires et civils n'ont pas même l'excuse de l'histoire. La répression des mémoires fait partie de la répression des libertés. Les soldats de l'an II élisent leurs officiers jusqu'au grade de capitaine, les généraux étaient choisis parmi ces élus par la Convention, la cité tout entière; les soldats étaient encouragés à lire tous les journaux et à s'organiser en clubs...

Le peuple en armes, c'est l'instrument d'un peuple en marche vers sa libération, c'est une armée bâtie sur l'adhésion collective et librement consentie, bâtie sur une compréhension pleine et entière des missions. Qui dit compréhension, dit libre

discussion et liberté d'organisation.

Mais quelle filiation y a-t-il donc entre les pious-pious du 17^e de ligne qui mirent crosse en l'air devant leurs frères vigneron en 1907, les mutins de la mer Noire qui, en 1917, se sont révoltés contre la guerre que faisait la bourgeoisie française à la Révolution d'octobre, les rappelés de la guerre d'Algérie qui bloquaient les trains, les soldats de l'an II qui partaient à l'assaut du ciel et le mouvement des soldats apparu dans les casernes d'Europe dans les années 1960-1970 ?

Qu'y a-t-il de commun entre un appelé scandinave payé au Smic et portant cheveux longs et les citoyens de seconde classe des casernes de France, d'Espagne et d'ailleurs? Rien de moins que la même volonté d'être des travailleurs sous l'uniforme, des citoyens à part entière, des agents conscients au service de leur communauté. Les comités de soldats de l'après 68 sont les fruits d'une rencontre entre la révolte de la jeunesse et la crise de l'armée. Une armée mal remise des traumatismes des aventures coloniales et de la greffe nucléaire, et qui est bâtie sur des structures et des conceptions archaïques totalement inadaptées à l'évolution même de la société.

Une armée où, de haut en bas, chacun à sa manière s'interroge sur son rôle et la volonté de la jeunesse de briser les carcans qui l'étouffent. Pourtant, comme à toute contestation et à toute lutte, il faut une organisation pour fusionner les expériences et décupler les forces, la perspective des syndicats de soldats s'est imposée.

Cette brochure tente de retracer les initiatives marquantes du mouvement, son évolution, ses rythmes et la progression de la perspective syndicale, au sein du mouvement multiforme des soldats.

Certains ne manqueront pas de demander ce qu'Information pour les Droits du Soldat (IDS) pense de l'armée en tant qu'institution, ou quelle critique elle peut bien proférer à l'égard de la politique de défense... À ces questions, IDS n'a pas de réponse globale. IDS est en effet une organisation unitaire, un creuset où se retrouvent des militants à options politiques multiples, issus aussi bien des différents partis de gauche et d'extrême gauche que des syndicats ouvriers et enseignants, ou encore des soldats et anciens soldats sans affiliation particulière et dont le mouvement des soldats a souvent constitué la première expérience de la lutte revendicative. Il est donc naturel que des avis différents, voire divergents, cohabitent en son sein. La défense, comment ?, avec quelles armes? Autant de débats qui ne peuvent que rester ouverts dans une organisation qui se veut unitaire et qui ne saurait oublier que ce qui fonde son existence et qui soude ses militants entre eux, c'est la conviction que l'armée telle qu'elle est et telle qu'elle fonctionne actuellement est un danger aussi bien pour les libertés démocratiques que pour les soldats.

Dans une armée où la professionnalisation ne cesse de s'accroître, où les corps de mercenaires comme la légion sont mis en avant, nous ne pouvons que défendre la conscription dans le cadre de notre combat pour abattre le mur entre l'armée et la société civile. Mais il n'est pas question pour autant de jeter un jugement d'opprobre ou d'exclusive en direction des engagés et professionnels. Au-delà des sentiments viscéraux

qui font souvent confondre les exécutants, plus ou moins zélés, avec les inspireurs, nous nous sommes toujours efforcés de rallier les engagés à la lutte pour les droits démocratiques. La lutte « anti-crevures » n'a jamais été la nôtre, c'est pourquoi nous luttons pour un syndicat de soldats, appelés et engagés.

Sur un autre plan, il faut rappeler notre préoccupation constante d'établir des ponts entre le mouvement syndical naissant dans les armées et les centrales syndicales. La solidarité réciproque est indispensable et les enjeux très importants pour l'ensemble des forces démocratiques.

Le mouvement des soldats a beaucoup à apprendre de l'expérience accumulée par les syndicats ouvriers au cours de décennies de lutte, mais dès maintenant il est capable - notamment lors de l'envoi de la troupe pour briser des grèves - d'assurer la solidarité pratique, et non plus seulement verbale, des travailleurs sous l'uniforme avec les travailleurs.

Lors des élections présidentielles de 1974, l'« appel des cent » avait constitué la première charte revendicative à laquelle des milliers de soldats avaient souscrit en engageant publiquement leur signature.

L'ampleur du mouvement de contestation dans les casernes détermina un vif débat dans l'ensemble des organisations démocratiques du pays. Pour sa part, IDS affirmait déjà à son congrès constitutif du printemps 1974 que « la colonne vertébrale du mouvement des soldats [était] la lutte pour les droits démocratiques et les libertés syndicales ». C'est ainsi qu'IDS, dès cette époque, devait faire face à ceux qui au nom d'un « antimilitarisme » pur et dur, et en fait surtout verbal et proclamatoire, ne voyaient dans la perspective syndicale qu'un « réformisme étroit » et aux éternels réalistes qui pour ne pas effrayer la hiérarchie militaire condamnaient d'avance la lutte syndicale dans les casernes. Le développement même de la lutte des soldats a pourtant montré que loin d'être un mot d'ordre abstrait, la ligne syndicale était une méthode de lutte qui, dans les casernes, permettait de lier l'intervention sur le quotidien à la remise en cause de l'institution militaire.

Le travail syndical a effectivement permis d'élargir la base des comités, parce qu'en s'appuyant sur le niveau de conscience des soldats et sur leurs préoccupations, il leur a ouvert la possibilité de synthétiser les revendications et de fonctionner comme « section syndicale ». Section capable d'analyser les problèmes, de proposer des actions, de les coordonner et de les mémoriser. Car il est bien évident que le mouvement à tout à gagner à s'enrichir de luttes partielles et de petites victoires qui ne peuvent qu'être un formidable encouragement vers des batailles de grande ampleur.

Le mouvement des soldats est passé de la phase de la propagande pour ses revendications et pour le syndicat à celle des pratiques syndicales dont la réalité et l'efficacité sont directement palpables par les appelés et les engagés. La pratique syndicale est d'ores et déjà une réalité, la reconnaissance légale du syndicat suppose l'établissement d'un rapport de forces qui doivent construire ensemble les syndicalistes

aux armées et les forces démocratiques.